DIAL 3313

ÉQUATEUR - Défi historique pour la CONAIE

Luis Ángel Saavedra

mercredi 25 février 2015, mis en ligne par Dial

Comme nous nous en étions fait l'écho dans DIAL [1] les relations entre les mouvements indiens et le gouvernement équatorien n'ont pas toujours été au beau fixe ces dernières années, mais, ces derniers mois, les tensions et désaccords ont franchi un nouveau seuil. Article de Luis Ángel Saavedra publié par Noticias Aliadas le 18 février 2015.

Le gouvernement est décidé à désarticuler la principale organisation indienne équatorienne.

La Confédération des nationalités indiennes de l'Équateur (CONAIE) fait face à l'un des plus grands défis de ses presque 30 ans d'existence. Les efforts du gouvernement pour la désarticuler et créer une nouvelle organisation favorable à son projet politique menace en effet non seulement son existence mais également sa légitimité en tant que principale organisation représentante du mouvement indien équatorien.

La CONAIE, fondée en 1986 après un long processus d'organisation lancé par les communautés des différentes nationalités indiennes de l'Équateur, représente non seulement la voix et la pensée de ces peuples mais l'ensemble des luttes pour la défense des droits humains, des droits collectifs et des droits de la nature qui se sont développées dans le pays.

En 1990, avec le premier soulèvement indien, la CONAIE est apparue comme un acteur politique puissant qui, non seulement remettait en question le modèle de développement économique, basé sur des schémas néolibéraux, mais aussi la structure même de l'État, qu'elle cataloguait comme « monoculturel » car, dans son effort de construction suivant la logique occidentale, il se montrait incapable d'intégrer la diversité des formes de vie politique et organisationnelle qui survivaient au sein des communautés indiennes.

« Une des différences entre eux et nous c'est que les États occidentaux considèrent la terre mère comme une source inépuisable de ressources alors que nous la concevons d'un point de vue spirituel et que nous la voyons comme un être vivant » a déclaré Luis Macas, un des premiers leaders indiens de la CONAIE, lors d'une conférence devant de jeunes Indiens, organisée par la Coopération allemande en novembre dernier, quelques jours avant que le gouvernement national ne donne l'ordre à ce mouvement indien d'évacuer le siège de l'organisation qu'il occupait depuis 1991, situé dans un édifice qui est la propriété du ministère de l'inclusion sociale et économique (MIES).

Les gouvernements successifs ont vu comment la CONAIE avait la capacité de mobiliser des dizaines de milliers d'indiens pour freiner l'avancée du néolibéralisme, sur le plan économique —avec le rejet de la signature de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), initiative lancée par les États-Unis au milieu des années 90 et qui échoua en 2005, après le IV^{e} Sommet des Amériques, à Mar del Plata (Argentine) — ou face à l'ingérence militaire étrangère, quand la CONAIE se prononça contre l'installation d'une base militaire états-unienne dans le port équatorien de Manta, en décembre 1999, quelques jours après la signature de l'accord du gouvernement de Jamil Mahuad (1998-2000) avec les États-Unis. Les anciens présidents Abdalá Bucaram (1996-1997), Mahuad et Lucio Gutiérrez (2003-2005) ont chacun dû quitter le pouvoir sous le pression de la mobilisation indienne.

Correa trahit le mouvement indien

Rafael Correa — qui accéde à la présidence en 2007 avec un discours de gauche et en est à son troisième mandat consécutif —, conscient de la puissance indienne, l'utilisa d'abord pour consolider son pouvoir, mobilisant le discours de la diversité et la plurinationalité comme fondement de son gouvernement, avant d'opérer un tournant radical, le mouvement indien devenant alors son principal ennemi politique.

« L'interculturalité et la plurinationalité disparurent de l'agenda national, les organisations indiennes furent reçues comme des corporations, sans prise en compte de leur fondement historique. L'idée d'une citoyenneté passive a diabolisé les mouvements sociaux et réduit à néant les droits spécifiques des Indiens ; on les déclara ennemis, infantiles, de droite et même bourgeois » affirme Galo Ramón, intellectuel indianiste et enseignant universitaire, dans une lettre de soutien à la CONAIE, envoyée après la notification de leur expulsion.

En effet, le mouvement indien et ses dirigeants sont devenus la cible d'insultes hebdomadaires de la part de Correa dans son programme radiophonique « Enlace ciudadano » (En direct avec les citoyens). Le chef d'État a commencé à présenter la CONAI, connue pour ses luttes contre le néolibéralisme, comme une alliée de la droite radicale, dans le but d'éloigner ses auditeurs d'organisations qui en sont proches, et de semer la confusion parmi les bases indiennes.

Mais les attaques contre la CONAIE ne se limitèrent pas aux insultes hebdomadaires, elles entreprirent aussi de diviser les organisations, de distinguer bons et mauvais Indiens, selon leur proximité avec le gouvernement. Les institutions indiennes ont été démantelées et, finalement, on pria la CONAIE de quitter l'immeuble que le gouvernement de l'ex-président Rodrigo Borja (1988-92) leur avait octroyé il y a 25 ans, à titre gracieux, en signe de reconnaissance de leur existence politique et en compensation de l'oubli dans lequel l'État équatorien les avait maintenues.

« Aucun des gouvernements antérieurs, catalogués de néolibéraux par le président Correa lui-même, n'avait tenté de nier l'importance politique de la CONAIE » déclare Nina Pacari, une autre des leaders historiques de la CONAIE. « Ironie de l'histoire, un gouvernement, qui se prétend de gauche, est celui qui porte le plus atteinte au mouvement indien ».

La dernière décision de Correa contre le mouvement indien, celle de leur retirer leur siège, a suscité l'indignation au sein des partisans du président, des organisations et des intellectuels qui l'avaient soutenu dans le passé.

« Monsieur le président, sachez qu'en expulsant la CONAIE de son siège, vous expulsez aussi beaucoup d'autres gens qui parfois même n'ont pas été d'accord avec certaines orientations de la CONAIE dans le passé. Sachez surtout que les sans toits sont aujourd'hui un mouvement très puissant sur notre continent. Les sans-toits de la CONAIE feront parler d'eux et continueront à écrire l'histoire », a déclaré l'intellectuel portugais Boaventura de Sousa Santos, dans une lettre envoyée à Correa dans laquelle il condamne son acte.

Organisation indienne parallèle

Les actions juridiques entreprises par la CONAIE et les organisations alliées pour différer l'expulsion, de même que les manifestations de solidarité témoignées au mouvement indien, y compris par des membres éminents du parti du gouvernement, tels les parlementaires Virgilio Hernández, Miguel Carvajal et María Augusta Calle, n'ont pas infléchi la décision du président de désarticuler le mouvement indien. Le président a, d'une part, a ratifié sa décision d'expulser la CONAIE de son siège. Il a lancé, d'autre part, une campagne pour créer sa propre organisation indienne qui s'appellerait « Alliance indienne pour la révolution citoyenne ».

Cette nouvelle action du gouvernement n'inquiète pas Pacari. « D'autres ont voulu faire de même. Lucio Gutiérrez et son ministre du bien-être social, Bolívar González, l'ont tenté et en sont sortis perdants »

déclare-t-elle.

En parallèle à la création de la CONAIE en 1986, le président d'alors León Febres Cordero (1984-1988) tenta aussi de créer une organisation indienne au sein du ministère du bien-être social mais ne parvint pas à ses fins. Cependant, la situation est aujourd'hui différente car les fonctionnaires du gouvernement qui voulurent créer une organisation parallèle dans le passé ont tenté de le faire avec des responsables politiques qui ne jouissaient pas d'une grande légitimité. Correa, au contraire, a réussi à avoir parmi ses alliés des leaders historiques du mouvement indien, comme Carlos Viteri, désormais député de la majorité (mouvement Alianza País), qui fut l'artisan du premier soulèvement indien qui prit naissance en Amazonie en 1990 ; ou Ricardo Ulcuango, ancien leader de la Confédération kichwa de l'Équateur (ECUARUNARI) et actuel ambassadeur en Bolivie. À leurs côtés on compte aussi Pedro de la Cruz, leader historique de la Confédération nationale des organisations paysannes, indiennes, noires (FENOCIN) ; Mariano Curicama, leader indien de la sierra centrale, Lourdes Alta Lima, conseillère de la majorité dans le canton indien d'Otavalo, influente dans le nord du pays, entre autres personnalités dont la légitimité est reconnue par de vastes secteurs indiens.

Bien que les leaders de la CONAIE ait taxé de « *felipillos* » les dirigeants indiens alliés au gouvernement, faisant allusion à l'Indien qui fit office de traducteur auprès de Gonzalo Pizarro, durant la conquête de l'Amérique, l'action de ces leaders peut effectivement être problématique pour la structure de la CONAIE. L'actuel président du mouvement, le leader kichwa de Cotopaxi, Jorge Herrera, dans un entretien accordé le 23 décembre 2014, au journal de la majorité *El Telégrafo*, a lui même admis que son organisation a perdu 40% de sa base, ce qui représente un danger dont la CONAIE devra sérieusement tenir compte.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3313.
– Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.
– Source (espagnol) : Noticias Aliadas, 18 février 2015.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 3083 - « ÉQUATEUR - La guerre pour les biens communs s'aggrave ».